



SA I.CERAM

PARC D ESTER

1 RUE COLUMBIA

87068 LIMOGES CEDEX

COMPTES CONSOLIDES

au 31/12/2018

Activité : Fabrication appareils médicochirurgicaux

SOMMAIRE

BILAN	PAGE 3
COMPTE DE RESULTAT	PAGE 4
TABLEAU DES FLUX	PAGE 5
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	PAGES 6 ET S.

BILAN CONSOLIDE

Présenté en Euros

ACTIF	31/12/2018	31/12/2017
	Net	Net
Actif immobilisé		
Ecarts d'acquisition	0	0
Immobilisations incorporelles	459 487	543 716
Immobilisations corporelles	2 735 568	2 775 145
Immobilisations financières	345 079	253 780
Titres mis en équivalence	4 139	0
Actif circulant		
Stocks et en-cours	2 121 563	2 224 218
Clients et comptes rattachés	537 010	306 834
Autres créances et comptes de régularisations	1 577 373	1 074 616
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	1 780 551	2 407 224
TOTAL DE L'ACTIF	9 560 770	9 585 533
PASSIF	31/12/2018	31/12/2017
Capitaux propres (part du groupe)		
Capital	590 914	534 070
Prime d'émission	9 432 970	8 326 160
Réserves et résultats consolidés	-3 134 842	-2 422 319
Autres		
Total des Capitaux Propres	6 889 042	6 437 911
Intérêts minoritaires	1 150	1 150
Autres fonds propres	50 000	75 000
Provisions	61 047	6 995
Dettes		
Emprunts et dettes financières diverses	1 455 112	1 858 466
Fournisseurs et comptes rattachés	471 518	425 326
Autres dettes et comptes de régularisations	632 900	780 685
TOTAL DU PASSIF	9 560 770	9 585 533

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Présenté en Euros

	31/12/2018	31/12/2017
Chiffres d'affaires	1 489 446	1 478 784
Autres produits d'exploitation	758 383	1 085 386
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 247 830	2 564 169
Achats consommés	510 866	657 132
Frais de personnel	1 873 410	1 858 644
Autres charges d'exploitation	1 653 804	1 360 454
Impôts et taxes	137 407	73 624
Dotations aux amortissements et provisions	780 329	739 817
CHARGES D'EXPLOITATION	4 955 816	4 689 670
RESULTAT D'EXPLOITATION	-2 707 986	-2 125 501
Produits financiers	8 557	106 058
Charges financières	85 141	53 144
RESULTAT FINANCIER	-76 584	52 914
RESULTAT COURANT DES SOCIETES INTEGREES	-2 784 571	-2 072 587
Charges et produits exceptionnels	184 839	9 468
Produits / charges d'impôts sur les résultats	-107 899	93 834
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	-2 491 832	-2 156 953
Dotation amortissement écart d'acquisition	0	0
Quote-part de résultat dans les sociétés mises en équivalence	-139 768	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-2 631 600	-2 156 953
Intérêts minoritaires	564	574
RESULTAT NET PART DU GROUPE	-2 632 164	-2 157 526
Résultat par actions	-0,45	-0,40
Résultat dilué par action	-0,45	-0,40

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

En euros	du 01/01/2018 au 31/12/2018	Exercice Précédent 31/12/2017
Résultat net des sociétés intégrées	-2 632	-2 157
<u>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie</u>		
Amortissements et provisions	587	665
Variation des impôts différés	-108	91
Quote-part de résultat dans les sociétés mises en équivalence	146	12
Plus-values de cession, nettes d'impôt	-26	1
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	-2 033	-1 388
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-603	-249
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-2 637	-1 637
<u>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</u>		
Acquisitions d'immobilisations	-801	-924
Subvention d'investissement	67	84
Cessions d'immobilisations	0	-38
Variation de périmètre	-50	
Produits de cessions d'éléments d'actifs immobilisé	32	23
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-752	-855
<u>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</u>		
Augmentation de capital	3 109	
Remboursement des avances conditionnées	-25	-39
Remboursement d'emprunts et dettes financières	-177	-3
Autres flux liée aux opérations de financement (Crédit-Bail)	-115	922
Nouveaux emprunts et dettes financières		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	2 792	880
Variation de trésorerie	-597	-1 612
Trésorerie à l'ouverture	2 308	3 921
Trésorerie nette à la clôture	1 712	2 309

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES ANNUELS

Les informations ci-après constituent l'Annexe des comptes faisant partie intégrante des états financiers présentant les comptes consolidés pour la période de 12 mois du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie et les notes annexes sont présentés en euros.

1. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE, MODALITES DE CONSOLIDATION, METHODES ET REGLES D'ÉVALUATION

Les comptes consolidés du Groupe I.CERAM clos au 31 décembre 2018 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur en France et notamment le plan comptable général, le règlement n° 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice,
- Indépendance des exercices.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Continuité d'exploitation :

L'hypothèse de la continuité de l'exploitation a été retenue par le Conseil d'administration compte tenu des éléments suivants :

- La consommation forte de trésorerie du groupe s'explique par les projets de recherches en cours ainsi que par les dépenses liées à sa structuration, notamment au niveau commercial, alors que les revenus ne suffisent pas à équilibrer l'exploitation,
- Suite à la levée de fonds en date du 11/09/2018,

- Les créances sur le CIR-CII 2017 et 2018 sont mobilisables.

Les comptes consolidés ont donc été établis sur une base de la continuité d'exploitation.

Recours à des estimations

Pour établir ces informations financières, la Direction de la société doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La Direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes. Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement de ces états financiers concernent :

- La valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels et incorporels,
- Les provisions sur immobilisations, stocks et créances clients,
- Le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité.

Principes généraux de consolidation

- Périmètre et méthode de consolidation

Les comptes des sociétés dans lesquelles I.CERAM a, directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles afin de maîtriser leur activité sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

I.Ceram SRO, I.Ceram PT, I.Ceram U.F. et Société Limousine de Brevet, filiales du groupe, sont donc intégrées globalement.

Les comptes des sociétés dans lesquelles I.CERAM a, directement ou indirectement, une influence notable dans le capital social sont consolidés selon la méthode de mise en équivalence.

I.Ceram South Africa, ADDIDREAM et Dussartre sont donc intégrés en équivalence.

- Date de clôture des comptes

La société I.CERAM et ses filiales, I.Ceram SRO, I.Ceram PT, I.Ceram U.F. et Société Limousine de Brevet clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Les sociétés I.Ceram South Africa, Addidream et Dussartre dont I.Ceram possède une participation notable dans leur capital social clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Principes comptables appliqués

1. Méthode de conversion

Les résultats des sociétés étrangères hors zone Euro sont convertis au cours de clôture de la période concernée ; les comptes de bilan sont convertis au cours de clôture de la période concernée, à l'exception des capitaux propres qui sont convertis au cours historique. Les écarts de conversion sont présentés en capitaux propres.

2. Méthodes préférentielles

Les méthodes préférentielles appliquées sont :

- L'activation des coûts de développement dès lors qu'ils répondent aux critères d'activation,
- Le retraitement des contrats de location financement :
 - o par l'activation des immobilisations concernées,
 - o la constatation de la dette liée aux immobilisations concernées,
- La comptabilisation des écarts de conversion actifs et passifs en charges et produits de la période.

3. Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires correspondent à la part des tiers dans les capitaux propres et le résultat de chaque société consolidée.

Lorsque la part revenant aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres d'une entreprise consolidée devient négative, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures imputables aux intérêts minoritaires sont supportés par le Groupe.

Les filiales I.Ceram PT et I.Ceram U.F. étant détenues à 100% par le groupe, aucun intérêt minoritaire est comptabilisé dans les états financiers au 31 décembre 2018.

Les sociétés Limousine de Brevet et I.Ceram SRO étant détenues à 95%, des intérêts minoritaires sont pris en compte dans les états financiers au 31 décembre 2018.

4. Ecart d'acquisition

Lors de l'achat de 95% des parts de la société Limousine de Brevet, un écart d'acquisition a été constaté pour un montant de 177 183 € ; compte tenu de l'activité de la société Limousine de Brevet, limitée à la simple possession du brevet de céramique d'alumine poreuse, déposé auprès de l'INPI, cet écart d'acquisition a été affecté à l'actif consolidé dans la rubrique « brevets » et a fait l'objet d'un amortissement sur 7 ans. La dotation aux amortissements comptabilisée en 2018 s'est élevée à 34 426 €.

Le fonds de commerce racheté à l'origine à la société MIL auprès du tribunal de commerce pour 10 000 € a été reclassé en écart d'acquisition et amorti pour sa totalité.

5. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- les logiciels,
- les marques EPB et I.CERAM,

Les logiciels sont amortis sur 1 à 3 années.

La marque EPB (embout protecteur de broche) a fait l'objet d'une provision pour dépréciation de 40 000 € par an qui porte la provision totale à 160 000 € ; en effet, le développement d'un nouveau produit (embout protecteur de broche à méplats), qui sera commercialisé sous une nouvelle marque, conduira à terme à la disparition de cette marque.

Les coûts de développement ne sont pas activés et sont comptabilisés en charges ; corrélativement, les crédits d'impôts recherche reçus au titre des dépenses engagées par le groupe sont comptabilisés en produits d'exploitation.

6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts nécessaires à l'acquisition de ces immobilisations ne sont pas pris en compte dans la détermination du coût d'acquisition.

Le Groupe applique la méthode préférentielle du règlement CRC 99-02 modifié relative à la capitalisation des contrats de crédit-bail qualifiés de location financement. Les contrats de location financement sont retraités selon les critères suivants :

- La charge financière, si elle n'est pas stipulée au contrat, est calculée en appliquant un taux d'intérêt constant sur la durée du contrat,
- Les redevances enregistrées dans les comptes individuels sont annulées par la contrepartie d'une charge financière et d'un remboursement progressif de l'emprunt,
- Les biens concernés sont amortis selon les principes comptables du Groupe,
- Les biens sont immobilisés selon la valeur stipulée au contrat.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|------------------------------------------|------------|
| - Matériels et outillages industriels | 2 à 5 ans |
| - Installations générales et agencements | 5 à 10 ans |
| - Matériels de transport | 3 à 5 ans |
| - Matériels de bureau | 3 à 10 ans |
| - Mobilier | 5 à 10 ans |

Dépréciation des actifs :

Les immobilisations doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier la présence d'un indice de perte de valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif),
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, intervenus au cours de l'exercice ou dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu,
- Les changements normatifs.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement,
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif,
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions,
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Ces tests ont démontrés que les ancillaires présents dans les immobilisations en-cours depuis 3 ans doivent être dépréciés à hauteur de 25 %. Une dépréciation complémentaire de 25 % par an sera effectuée par année de présence dans les immobilisations en-cours jusqu'à atteindre une dépréciation de 100 %.

7. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont composées principalement de comptes courants des sociétés intégrés en équivalence et de dépôts de garantie.

8. Stocks

Les stocks de matières premières sont évalués au coût d'achat.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant :

- les consommations,
- les charges directes et indirectes de production,
- les amortissements des biens concourant à la production.

Les en-cours de production sont évalués en fonction du stade d'achèvement à la date d'inventaire.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes, selon que :

- la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus serait supérieure à la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente,
- des produits finis non vendus sont devenus obsolètes par rapport au marché,
- les produits ne sont plus autorisés sur le marché,
- les possibilités de vente des produits finis ou des marchandises, ou que les possibilités de consommation des matières premières sont devenues faibles.

Les impacts liés à d'éventuels dépassements de dates de péremption sont considérés après étude comme marginaux en termes de risque de dépréciation, la plupart de ces produits pouvant être remis dans le circuit de production et le circuit de commercialisation après une re-stérilisation.

9. Créances clients

Les créances clients sont constatées lors de la déclaration d'utilisation par les chirurgiens ou lors du transfert de propriété (cf § 15 – chiffre d'affaires).

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciation éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur de la créance et la valeur probable de réalisation.

10. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges correspondent à :

- Des passifs dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise,
- Des passifs liés à une obligation de l'entreprise à l'égard de tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

11. Provisions hors bilan pour indemnités de départ en retraite et engagements similaires

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués selon une méthode actuarielle, en prenant des hypothèses concernant l'évolution des salaires, l'âge de départ à la retraite, la mortalité, puis ces évaluations sont ramenées à leur valeur actuelle. Ces engagements hors bilan s'élevaient au 31 décembre 2018 à 18 222 €.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- o Année de calcul : 2017
- o Taux d'actualisation : 1,57 %
- o Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- o Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié à l'âge de 62 ans
- o Convention collective : Métallurgie
- o Table de mortalité : TPRV 93

Le salarié qui partira en retraite, de son initiative ou de celle de l'employeur à un âge égal ou supérieur à 62 ans, recevra une indemnité de départ à la retraite dont le taux et les modalités sont fixés comme suit (application de la convention collective de la Métallurgie) :

- 1/10ème de mois par année d'ancienneté de 2 à 10 ans
- 1 mois 1/2 après 10 ans
- 2 mois après 15 ans
- 2 mois 1/2 après 20 ans
- 3 mois après 25 ans
- 3 mois 1/2 après 30 ans
- 4 mois après 35 ans

Il n'est pas tenu compte de la présence postérieure au 62^{ème} anniversaire.

Les engagements liés aux salariés des filiales ne sont pas évalués en l'absence de salariés dans ces sociétés.

12. Emprunts

Les emprunts sont valorisés à leur valeur nominale. Les frais d'émission des emprunts sont immédiatement pris en charge.

13. Avances conditionnées et avances remboursables accordées par des organismes publics

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la société dont le remboursement est conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « avances conditionnées » en autres fonds propres.

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la société dont le remboursement n'est pas conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « dettes financières diverses ».

14. Résultat courant - Résultat exceptionnel

Le résultat courant enregistre les produits et charges relatifs à l'activité courante du groupe consolidé.

Les éléments exceptionnels hors activités ordinaires constituent le résultat exceptionnel.

15. Chiffre d'affaires

En règle générale, les produits sont mis en prêt sur une période maximale de 30 jours auprès de clients occasionnels alors que pour les clients réguliers ils sont mis en dépôts permanent.

Les clients utiliseront, à l'intérieur des « kits » mis à disposition, les produits adaptés à l'opération envisagée.

Seuls les produits commandés ou effectivement implantés sur les patients sont facturés sur la base de la déclaration d'utilisation faite par le client.

Un inventaire pour contrôle des stocks en dépôt est effectué de façon périodique. L'écart constaté lui est facturé.

Le chiffre d'affaires se décompose par :

1. Les « ventes de marchandises » correspond à la vente d'implants orthopédiques de négoce auprès de chirurgiens exerçant en bloc opératoire.
2. La « Production vendue de biens » correspond à la vente d'implants orthopédiques vendus sous la marque I.Ceram auprès de chirurgiens exerçant en bloc opératoire, d'instruments chirurgicaux fabriqués par Dussartre, et de d'instruments ou d'implants médicaux en 3D fabriqués par Addidream.
3. La « Production vendue de services » est principalement constituée de prestations liées à des commissions sur le chiffre d'affaire de négoce non facturées en direct par la société ainsi que de réparations d'instruments chirurgicaux.

16. Subventions reçues

Les subventions reçues sont enregistrées dès que la créance correspondante devient certaine, compte tenu des conditions posées à l'octroi de la subvention.

Les subventions d'exploitation sont enregistrées en produits courants.

17. Dépenses de recherche et développement

Le groupe I.CERAM a fait le choix de comptabiliser l'ensemble des dépenses de recherche et développement en charges dès lors qu'elles font l'objet de demande de crédits d'impôt recherche.

Le montant des coûts de développement inscrits en charges s'est élevé à plus de 1 150 K€ pour 12 mois (montant des dépenses ayant servi de base au calcul des crédits d'impôts).

18. Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt recherche (CIR).

Le CIR est calculé par année civile et s'impute, le cas échéant, sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise.

Le CIR afférent à 2018 a été comptabilisé à la clôture de l'exercice pour un montant de 481 140 €.

L'entreprise, ne payant actuellement aucun impôt sur les sociétés, demande le remboursement du CIR.

Le groupe n'activant pas ses coûts de développement (cf § 5 – immobilisations incorporelles), le crédit d'impôt recherche est comptabilisé en subvention d'exploitation.

19. Impôt sur les résultats

Les impôts sur les résultats regroupent tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés

Lorsqu'un impôt est dû ou à recevoir et que son règlement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, il est qualifié d'exigible, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices. Il figure selon le cas au passif ou à l'actif du bilan.

Les opérations réalisées par l'entreprise peuvent avoir des conséquences fiscales positives ou négatives autres que celles prises en considération pour le calcul de l'impôt exigible. Il en résulte des actifs ou passifs d'impôt qui sont qualifiés de différés.

Le Groupe utilise la méthode du report variable selon laquelle les impôts différés sont calculés en appliquant les taux d'imposition votés à la date de clôture de l'exercice qui seront en vigueur à la date à laquelle ces différences se renverseront.

Les impôts différés ont été retenus sur une base nette par entité fiscale. Aucun impôt différé actif n'est calculé si la situation fiscale de la société ne permet pas d'envisager une imputation possible de ces impôts. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Etablissement de la preuve d'impôt

La preuve d'impôt correspond au rapprochement entre la charge d'impôt total comptabilisée dans le résultat et la charge d'impôt théorique calculée en appliquant au résultat comptable avant impôt le taux applicable à l'entreprise consolidante sur la base des textes fiscaux en vigueur.

20. Elimination des comptes et transactions réciproques

Les soldes et les transactions intra groupe ainsi que les pertes et profits résultant de transactions intra groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

2. PRESENTATION DU GROUPE

Le groupe comprend les sociétés suivantes :

- **I.CERAM** : société installée à Limoges et ayant pour objet la fabrication et distribution d'appareils médico-chirurgicaux
- **I.CERAM SRO** : filiale installée en Tchéquie et détenue à 95% par I.CERAM. Cette société a pour objet la commercialisation des produits de la société I.CERAM sur le territoire de la république Tchéque.
- **I.CERAM PT** : filiale installée au Portugal, créée en mai 2016 et détenue à 100% par I.CERAM. Cette société a pour objet la commercialisation des produits de la société I.CERAM sur le territoire du Portugal.
- **I.CERAM UF** : filiale installée à Limoges, créée en juillet 2016 et détenue à 100% par I.CERAM. Cette société a pour objet de porter un projet de construction d'un nouvel ensemble immobilier. L'objectif est d'une part le renforcement des capacités industrielles, technologiques, sociétales et commerciales d'I.CERAM et d'autre part la volonté de faire de ce nouveau site une vitrine de sa qualité, sa rigueur et son savoir-faire au travers d'un showroom accueillant ses visiteurs.
- **LIMOUSINE DE BREVETS** : société installée à Limoges, détenue à 95% par I.CERAM et ayant pour objet la recherche, la réalisation d'études et l'exploitation de brevets dans le domaine de la prothèse céramique. Cette société est entrée dans le périmètre le 19 décembre 2014.
- **ADDIDREAM** : société installée à Limoges, détenue à 49% par I.CERAM et ayant pour objet la conception et la fabrication par impression 3D d'instruments et d'implants pour le domaine médical en général et pour le domaine de l'orthopédie en particulier. La société est une SAS au capital de 200 000€, créée le 5 décembre 2017, enregistrée sous le n° 833 772 445 auprès du tribunal de commerce de Limoges.
- **I.CERAM SOUTH AFRICA** : société de droit sud africain, installée à Bloemfontein, détenue à 33,33% par I.CERAM et ayant pour objet la commercialisation des produits de la société I.Ceram, sur le territoire de l'Afrique du Sud. Cette société est enregistrée sous le n°2016 / 404980 / 07 auprès de la Commission des sociétés et de la propriété intellectuelle d'Afrique du Sud à Prétoria.
- **DUSSARTRE** : société détenue à 41,18% par I.CERAM et ayant pour objet la fabrication et la réparation d'instruments chirurgicaux dans tous les domaines de la santé. La société est une SAS au capital de 17 000 €, créée le 31 janvier 2018, enregistrée sous le n° 835 036 120 auprès du tribunal de commerce de Limoges.

3. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

AU COURS DE L'EXERCICE

3.1 Prise de participation dans une filiale :

La société a pris une participation minoritaire, au mois de décembre 2018, dans la société Dussartre. Cette société est spécialisée dans la fabrication et la réparation d'instruments chirurgicaux dans tous les domaines de la santé (ophtalmologie, neurologie, vasculaire, orthopédie,...).

La société est une SAS au capital de 17 000€, créée le 31 janvier 2018, enregistrée sous le n° 835 036 120 auprès du tribunal de commerce de Limoges.

I.Ceram détient 41,18% des actions de cette société.

3.2 Eléments relatifs à l'exploitation :

Poursuite des activités en recherche et développement de nouveaux produits

La société a continué les travaux de recherches entreprises sur de nouvelles technologies et produits, avec le concours d'un comité scientifique. Ils est composé de chirurgiens et de spécialistes issus des établissements de santé publics ou privés et d'universitaires.

I.Ceram a déposé un brevet pour protéger durablement ses implants contre les bactéries par un procédé permettant de fixer de manière définitive des antibiotiques à la surface de l'implant.

I.Ceram a continué à présenter son implant sternal Ceramil® lors de congrès internationaux :

- l'Annual Meeting of the Association for European Paediatric and Congenital Cardiology à Athènes,
- European Society of Thoracic Surgeons Meeting a eu lieu à Ljubljana,
- la 71ème édition du congrès de la Société Française de Chirurgie Thoracique et Cardio-Vasculaire à Lille.

Un implant sternal a été posé pour la première fois sur une enfant de neuf ans née sans sternum suite à une agénésie (développement incomplet lors de la période fœtale) par le Professeur Jouve et le Docteur Fouilloux du CHU de la Timone à Marseille au mois de janvier 2018.

Obtention du marquage CE pour l'implant sternal céramique.

I.Ceram a annoncé le 16 juillet l'obtention du marquage. Cette obtention permet désormais la commercialisation du produit dans l'ensemble de l'Europe et dans de nombreux pays à travers le monde.

Les premiers contrats de distribution ont dès lors pu être signés en couvrant les pays suivants : France, Suisse, Maroc, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, l'Espagne, Grèce, Chypre, Pologne, l'Italie.

Augmentation de Capital

I.Ceram a réalisé avec succès une augmentation de capital de 3,5 M€ le 13 septembre 2018. La société a placé 568 441 actions nouvelles d'une valeur nominale unitaire de 0,10 €, au prix unitaire de 6,10 €, prime d'émission incluse, pour un montant totale de 3 467 490,10 €. Cette augmentation de capital représente 10,64 % du capital d'I.Ceram avant opération sur une base non diluée, soit une dilution de 9,62 %.

Ces fonds seront alloués au développement de nouveaux implants, au financements des projets R&D ainsi qu'à l'accompagnement de la montée en puissance des ventes et de la production d'implants en céramique.

Financement en crédit bail de 2 unités de productions

La société Addidream a été financée via crédit-bail pour la somme de 900 000 € pour l'acquisition de 2 unités de production pour respectivement 550 000 € concernant l'acquisition d'une imprimante en 3D métal et 350 000 € concernant l'acquisition d'une imprimante 3D plastique. L'opération a eu lieu courant du premier semestre de l'exercice.

Une subvention d'investissement liée à cet investissement a été obtenue et intégralement versée au crédit bailleur pour la somme de 270 000 €.

3.3 Procédure judiciaire :

La Société est actuellement engagée dans une procédure judiciaire :

- un contentieux prudhomme, introduit par un ancien salarié, pour lequel la Société a provisionné la somme de 24 357 euros ;

Ainsi, à l'exception du litige décrit ci-dessus, il n'existe pas à ce jour, à la connaissance des dirigeants de la société I.Ceram, d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société.

FAITS POSTERIEURS AU 31 DECEMBRE 2018

Néant.

4. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2018, le périmètre de consolidation du Groupe I.CERAM, comprend cinq sociétés consolidées par intégration globale et deux sociétés consolidées par mise en équivalence.

4.1. Périmètre de consolidation

Société	Adresse	N° de SIRET	2017	2018	Méthode de consolidation
I.CERAM	1, rue Columbia 87000 LIMOGES	487 597 569 00028	100%	100%	Intégration Globale
I.CERAM SRO	Pobrezni 3, 186 00 Praha 8 - Karlin, CZ	61465631	95%	95%	Intégration Globale
I.CERAM PT	1203 Avenida da Boavista, 6ème étage- salle 607, 4100-130 Porto, Portugal	513 955 798	100%	100%	Intégration Globale
I.CERAM U.F.	1, rue Columbia 87000 LIMOGES	821 592 516 00016	100%	100%	Intégration Globale
LIMOUSINE DE BREVET	1, rue Columbia 87000 LIMOGES	480 577 345 00014	95%	75%	Intégration Globale
ADDIDREAM	4, rue Albrecht Zone Nord 87280 LIMOGES	833 772 445 00015	49%	49%	Mise en équivalence
I.CERAM SOUTH AFRICA	PO BOX 43496, Heuwelsig, Free State 9332	2016 / 404980 / 07	33,1/3%	33,1/3%	Mise en équivalence
DUSSARTRE	Les Allois – 87400 LA GENEYTOUSE	835 036 120 00011	0%	41,18%	Mise en équivalence

4.2. Mouvement de l'exercice

La société Dussartre a été intégrée au cours de l'exercice 2018. Elle a donc été mise en équivalence au sein du groupe dès la prise de participation à hauteur de 41,18% (décembre 2018).

5. NOTES SUR LES COMPTES

Note 5.1 – Immobilisations

Etat des immobilisations

Présenté en Euros

Valeur brute des immobilisations	Début d'exercice	Augmentation	Reclassement	Diminution	Fin d'exercice
Ecart d'acquisition	10 000				10 000
Frais de recherche et développement	74 449				74 449
Logiciels	166 766	14 450			181 216
Marques	500 000				500 000
Brevets	155 917				155 917
TOTAL	907 132	14 450			921 582
Constructions	85 144	48 115			133 260
Installations tech., matériel et outillage	3 593 316	245 734		80 940	3 758 110
Autres immobilisations corporelles	557 232	87 294		55 330	589 196
Immobilisations en cours	424 407	250 696		0	675 103
TOTAL	4 660 099	631 839		136 270	5 155 668
Participations	108 637	7 000		111 498	4 139
Autres titres de participation					
Autres immobilisations financières	147 055	262 691		64 667	345 079
TOTAL	255 692	269 691		176 165	349 218
TOTAL	5 822 924	915 982		312 437	6 426 470

Etat des amortissements et provisions

Présenté en Euros

	Début d'exercice	Augmentation	Reclassement	Diminution	Fin d'exercice
Ecart d'acquisition	10 000				10 000
Frais de recherche et développement	74 449				74 449
Logiciels	92 145	24 253			116 398
Marques	120 000	40 000			160 000
Brevets	66 822	34 426			101 248
TOTAL	363 416	98 679			462 095
Constructions	32 625	10 636			43 261
Installations tech., matériel et outillage	1 658 410	526 745		69 925	2 115 230
Autres immobilisations corporelles	193 918	89 518		52 222	231 215
Immobilisations en cours	0	30 395		0	30 395
TOTAL	1 884 953	657 294		122 147	2 420 100
Participations	1 912			1 912	0
Autres titres de participation					
Autres immobilisations financières					
TOTAL	1 912	0		1 912	0
TOTAL	2 250 282	755 975		124 061	2 882 196

Notes sur le tableau des immobilisations :

Les immobilisations en cours sont constituées principalement d'ancillaires en cours de production et en attente de mise en dépôt.

Les autres immobilisations financières sont constituées de dépôts de garantie pour 14 899 € et d'un compte « espèces » lié à la gestion d'un contrat de liquidité portant sur les titres d'I.CERAM pour 54 895 €, des différentes avances réalisées aux filiales mises en équivalence pour 275 285 €.

Note 5.2 – Analyse des créances et des dettes

Etat des échéances des créances et des dettes

Présenté en Euros

Etat des créances	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	330 180		330 180
Prêts			
Autres immobilisations financières	14 899		14 899
Clients douteux ou litigieux	20 372	20 372	
Autres créances clients	401 152	401 152	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	3 429	3 429	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	0	0	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	1 026 579	1 026 579	
- TVA	297 276	297 276	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	0	0	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	221 112	221 112	
Charges constatées d'avance	28 977	28 977	
TOTAL	2 343 976	1 998 897	345 079
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	68 677	68 677		
- plus d'un an	1 260 982	314 600	946 382	
Emprunts et dettes financières divers	124 016	108 516	15 500	
Fournisseurs et comptes rattachés	410 148	410 148		
Personnel et comptes rattachés	96 548	96 548		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	149 939	149 939		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	19 729	19 729		
- TVA	11 401	11 401		
- Obligations cautionnées	0	0		
- Autres impôts et taxes	64 040	64 040		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	61 370	61 370		
Groupes et associés	1 437	1 437		
Autres dettes	19 849	19 849		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	271 394	271 394		
0	2 559 530	1 597 649	961 882	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice	0			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	291 958			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Note 5.3 - Trésorerie et disponibilités

Le poste trésorerie et disponibilités se décompose comme suit :

Trésorerie et disponibilités

En euros	2018	2017
Valeurs mobilières de placement	0	900 000
Disponibilités	1 780 551	1 507 224
Trésorerie active brute au bilan	1 780 551	2 407 224
CBC	-68 677	-98 739
Trésorerie passive brute au bilan	-68 677	-98 739
Total trésorerie nette	1 711 873	2 308 485

Note 5.4 – Détail des comptes de régularisation actif

Les comptes de régularisation actifs sont exclusivement constitués de charges constatées d'avances pour un montant de 28 977 €

Note 5.5 – Capital

Le capital du groupe I-CERAM au 31 décembre 2018 se décompose ainsi :

5 909 143 actions d'une valeur nominale de 0.10 €, soit un capital de 590 914.30 €

Investissement Développement détient 2 986 456 actions d'I.Céram, soit 50.54 %

Les mouvements relatifs aux capitaux propres (part du groupe) sont retracés dans le

Capital

	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	TOTAL
Au 31 décembre 2017	534 070	8 326 160	-265 367	-2 156 953	6 437 911
Résultat 2017		-1 945 121	-211 832	2 156 953	0
Mouvement sur réserves consolidés			-26 043		-26 043
Augmentation de capital	56 844	3 051 931			3 108 775
Résultat 2018				-2 631 600	-2 631 600
Au 31 décembre 2018	590 914	9 432 970	-503 241	-2 631 600	6 889 042

Note 5.6 – Autres fonds propres

Les autres fonds propres à hauteur de 50 K€ sont entièrement constitués d'avances conditionnées remboursables octroyées par OSEO/BPI France et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine.

Il s'agit d'une avance remboursable octroyée en juillet 2015 par le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine pour accompagner le développement commercial à l'international de la société.

Note 5.7 – Provisions

Les provisions couvrent les dépréciations ou risques suivants :

Présenté en Euros

Valeur des provisions	Début d'exercice	Augmentation	Reclassement	Diminution	Fin d'exercice
Amortissements dérogatoires					
Dont majoration exceptionnelles de 30%					
Sur sociétés mis en équivalence	0	36 690			36 690
Sur risques et charges	6 995	24 357		6 995	24 357
Sur immobilisations	196 822	104 821			301 643
Sur stock et en-cours	289 147			103 404	185 743
Sur clients et comptes rattachés	43 534			24 224	19 310
Autres dépréciations					
TOTAL	536 497	165 868	0	134 622	567 742

Note 5.8 – Analyse du chiffre d'affaires

En euros	2018	2017
Ventes produits finis	1 379 279	1 335 212
- France	1 252 291	1 292 321
- Export	126 988	42 891
Ventes marchandises	56 183	72 295
- France	39 616	38 395
- Export	16 567	33 900
Ventes services	53 985	71 277
- France	53 562	71 277
- Export	423	0
Total	1 489 446	1 478 784

Note 5.9 – Analyse des dotations aux amortissements et provisions d’exploitation

En euros	2018	2017
Dotations aux amortissements immobilisations	651 152	596 578
Dotations aux provisions sur actif immobilisé	104 821	66 540
Dotations aux provisions pour risques et charges	24 357	0
Dotations aux provisions sur stock	0	76 699
Total	780 329	739 817

Note 5.10 – Analyse du résultat financier

Le poste résultat financier se décompose ainsi :

En euros	2018	2017
Produit des autres valeurs mobilières et créances de l’actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	8 372	15 701
Différences positives de change	185	80 639
Produits nets sur cession de VMP	0	9 718
Produits financiers	8 557	106 058
Intérêts et charges assimilées	85 141	53 144
Provisions pour dépréciation des titres de placement		
Charges financières	85 141	53 144
Résultat Financier	-76 584	52 914

Note 5.11 – Analyse du résultat exceptionnel

En euros	2018	2017
Produit exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Autres produits exceptionnels sur opération en capital	201 372	37 050
Reprises provisions, transferts charges	0	0
Produits exceptionnels	201 372	37 050
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 062	4 039
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	7 216	23 543
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	8 255	0
Charges exceptionnelles	16 533	27 582
Résultat exceptionnel	184 839	9 468

Le poste résultat exceptionnel s’analyse comme suit :

- Le résultat exceptionnel est composé principalement :
 - Un produit lié à une subvention d’investissement pour 153 729 €
 - Des cessions d’immobilisations corporelles pour 32 000 €

Note 5.12 – Impôts différés et Impôts sur le résultat

Charge d'impôt au compte de résultat

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

En euros	2018	2017
Impôts exigibles	-437	-2 503
Impôts différés	108 336	-91 331
Charges (produits) d'impôt	107 899	-93 834

Au 31 décembre 2018, ces déficits reportables s'élevaient à 10 849 K€. Ceux-ci n'ont donné lieu à aucune activation d'impôt différé.

La preuve d'impôt de la période se présente comme suit :

En euros	2018	2017
Résultat net consolidé des sociétés intégrées	-2 631 600	-2 156 953
+ Charges (Produits d'impôt)	437	2 503
Résultat net consolidé avant impôt	-2 632 037	-2 159 455
Charge d'impôt théorique à 33,1/3 %	437	2 503
Impact des différences fiscales permanentes	108 336	-91 331
Effet de l'imputation de bénéfices sur déficits sans IDA		
Effet des pertes reportables non activées		
Crédits d'impôts et impôts forfaitaires		
Divers		
Charge d'impôt effective	-107 899	93 834
Taux d'impôt effectif	-4,10%	4,35%

Note 5.13 – Effectif

Effectif total moyen des salariés permanents :

	2018	2017
- Cadres	14	17
- Agents de maîtrise et techniciens	0	0
- Employés	14	15
- Ouvriers	16	18
TOTAL	44	50

Les effectifs correspondent à des équivalents temps plein sur l'exercice.

Note 5.14 – Rémunération des organes de direction

La rémunération des dirigeants versée par la société et/ou par ses filiales consolidées en intégration globale s'élève à un total de 198,1 K€.

Note 5.15 – Rémunération des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes pour l'exercice 2018 s'élèvent à 33K€.

Aucun honoraire n'a été facturé au titre des conseils et prestations de services.

Note 5.16 - Analyse des Risques

Risque de taux :

La dette financière du Groupe a été souscrite intégralement à taux fixe. Il n'est donc pas exposé à un risque d'évolution des taux d'intérêt.

Risque de change :

Le Groupe exerce une partie de son activité à l'international ; cette activité est facturée majoritairement en euro et n'est pas susceptible d'être exposée à un risque de change significatif.

Note 5.17 – Engagements hors bilan

Engagements financiers

Engagements financiers	
Présenté en Euros	
ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT
Crédit bail mobilier Avals et cautions Nantissement du fonds de commerce Autres engagements donnés	1 604 656
TOTAL	1 604 656
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	1 604 656

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

ENGAGEMENTS	2018	2017
Pensions et indemnités assimilées		
Compléments de retraite pour personnel en activité		
Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel à la retraite		
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité	18 222	19 928
TOTAL	18 222	19 928

Note 5.18 – Parties liées

31/12/2017	ERNEE GESTION	XALE FINANCES	INVESTISSEMENT DEVELOPPEMENT
COMPTES COURANTS BLOQUES	-58 300	-66 700	
AVANCES (CONVENTION TRESORERIE)			187 001
COMPTES COURANTS ASSOCIES	-1 067	-1 221	
TOTAL	-59 367	-67 921	187 001

31/12/2018	ERNEE GESTION	XALE FINANCES	INVESTISSEMENT DEVELOPPEMENT
COMPTES COURANTS BLOQUES			
AVANCES (CONVENTION TRESORERIE)			217 912
COMPTES COURANTS ASSOCIES			
TOTAL	0	0	217 912